

Révolution et chronologie. Le 14 juillet : « début » de la Révolution ?

Introduction

La question que l'on propose d'aborder est celle de la date à choisir pour « commencer » la Révolution. En effet, la définition d'une chronologie de cette période – de ses moments clé à retenir – est loin d'être évidente. Il n'est pas donné d'avance de déterminer quel jour, quelle année nous font « entrer en Révolution ». D'ailleurs, les programmes de l'enseignement secondaire insistent bien sur le temps long, sur l'inscription de la Révolution française dans un cycle de révoltes et de révolutions plus large, géographiquement et chronologiquement.

Si l'on considère cependant, comme les programmes nous invitent à le faire, que l'année 1789 est une année « sans pareille »¹ – déterminante, moment d'un basculement tout à fait original et inédit – pour autant la date du 14 juillet comme moment charnière n'est pas évidente. Cela permet d'ailleurs de souligner avec les élèves la difficulté à « écrire » l'histoire : elle n'est pas dite et écrite à l'avance, elle se dessine au fur et à mesure des événements et du temps.

En effet, en réalité, de nombreuses dates pourraient remplir les conditions d'une date « événement ». Pour n'en citer que quelques-unes, nous pourrions proposer le 5 mai 1789, moment de la réunion des Etats généraux et moment de bascule politique majeur ; le 20 juin 1789, serment du jeu de paume et projet d'une nouvelle constitution pour la France ; le 14 juillet 1789 et la fameuse prise de la Bastille ; ou encore le 26 juillet ou le 4 août 1789, lorsque sont votés les derniers articles de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen et l'abolition des privilèges.

Toutes ces dates peuvent se justifier : elles portent en elles le commencement d'une nouvelle période, elles constituent un moment de bascule, une étape supplémentaire dans la radicalisation des positions politiques et dans l'affirmation d'un nouveau système de valeurs.

Or, fait remarquable, dès l'époque, la date du 14 juillet est conservée par les contemporains comme celle qui s'impose comme le « début » de la Révolution. Ce sont précisément les ressorts de ce choix que nous allons tenter de mettre à jour.

Le 14 juillet, naissance d'un nouvel univers politique

Paradoxalement, la prise de la Bastille a été perçue immédiatement comme un événement fondateur, alors que, précisément, cette journée n'a pas été – contrairement à l'image traditionnelle qu'on en a – une journée exceptionnelle. Il est d'ailleurs intéressant de revenir sur ce paradoxe quand on sait que les programmes nous invitent à revenir avec les élèves sur les enjeux et les mécanismes de l'écriture de l'histoire.

En effet, très rapidement la date du 14 juillet est perçue par les contemporains comme une date symbolique à retenir comme le moment de l'entrée en révolution. Ce sont les mots mêmes du député Barère devant l'Assemblée nationale qui permettent de souligner cela, à l'automne 1790 :

« C'est une destruction politique ; c'est un acte vraiment révolutionnaire, c'est un événement national et qui est la suite nécessaire de la sainte insurrection du 14 juillet. Ainsi la démolition de la Bastille tourne au profit de la nation et à l'honneur de la Liberté, dont elle a marqué les premiers et les plus nobles efforts. »²

Pourtant, cet épisode n'a pas présenté immédiatement un aspect exceptionnel : ce n'est ni la première émeute populaire possédant une revendication à caractère politique, ni la plus meurtrière. Les rapports de l'époque avançaient 30 ou 40 morts parmi les assaillants³. Au total, il est possible de les estimer à

¹ Cette expression provient de l'ouvrage de Michel Winock, *L'année sans pareille*, Perrin, Paris, 2004.

² Discours de Barère à l'Assemblée nationale, le 4 octobre 1790.

³ *Relation du Cousin Jacques, celle des Deux amis de la Liberté*, citée dans Jacques Godechot, *La prise de la Bastille*, Paris, 1965, p. 373.

une centaine, auxquels il faut ajouter 70 à 80 blessés. La prise de la Bastille est donc en réalité une émeute peu meurtrière, voire assez « ordinaire » en ces années tumultueuses de la pré-Révolution. On pourrait ici revenir sur le nombre croissant d'émeutes en France. Pensons par exemple l'émeute contre l'entrepreneur Réveillon dans le faubourg Saint-Antoine, à l'origine de près de 300 morts parmi les manifestants au cours du mois d'avril 1789. Il convient donc de nuancer l'importance de la journée du 14 juillet, qui fait figure finalement de fait militaire de peu d'envergure, d'une émeute assez ordinaire en cette fin des années 1780.

Néanmoins il serait faux de penser que la date du 14 juillet ne signifie pas une rupture politique réelle. Bien au contraire, cette journée a eu des conséquences réelles, en particulier dans la redéfinition des rapports de force et la confirmation de la naissance d'un nouvel univers politique et culturel.

Le roi reconnaît Bailly comme nouveau maire de Paris et accepte de porter la cocarde tricolore, reconnaissant symboliquement la nouvelle souveraineté issue de l'émeute ; il ordonne aux troupes stationnées autour de Paris de se retirer, accédant ainsi à la demande des députés du tiers-état et confirme la nouvelle autorité incarnée par l'Assemblée nationale déjà reconnue juridiquement le 17 juin. Enfin, par l'absence de toute réponse militaire royale à l'insurrection, la prise de la Bastille témoigne d'un défaut d'État. Fait symptomatique, au même moment le comte d'Artois, frère du roi, ainsi que nombre d'aristocrates tel le prince de Condé prennent le chemin de l'exil. La réaffirmation de l'autorité monarchique ne semble donc désormais pouvoir se faire que depuis l'étranger.

Cependant, pour comprendre pleinement comment le 14 juillet a été perçu comme un événement inédit dès les mois suivants, il faut aussi revenir sur les mécanismes d'une construction mémorielle originale, qui se met en place dès l'été. En effet, de multiples supports se font le relais de la force symbolique de la prison, les répercussions de l'événement sont démultipliées par une prise en charge populaire qui se traduit dans des gravures, des objets et une très vaste iconographie.

La mise en scène de la démolition

Dès 1789, de nombreuses gravures mettent en scène la phase de l'attaque de la forteresse puis celle sa démolition. L'assaut est généralement représenté en contre-plongée, transformant ainsi les dimensions de la forteresse pour insister sur sa monstruosité. Cela s'explique bien davantage par les fonctions et la force symbolique du bâtiment – symbole de l'arbitraire royal dénoncé par l'opinion – que par la réalité de l'édifice lui-même, finalement assez modeste (68 mètres sur 37 de côtés, articulé autour de huit tours rondes hautes de 24 mètres). On peut également observer sur ces documents l'hyperactivité générée par le chantier. Visiteurs, curieux, promeneurs se tiennent devant l'édifice en cours de destruction, observant le travail des nombreux ouvriers sur le site. On voit dès lors que ce lieu devient un réel lieu de sociabilité, où il faut être, où il faut se montrer et être vu.

Ainsi, par ces mises en scènes, le mythe de la Bastille est en construction et l'événement commence à prendre l'importance symbolique qu'on lui connaît aujourd'hui. À cette représentation iconographique s'ajoute un grand nombre d'objets tels que des cache-serrures, cocardes, boutons ou de multiples médailles (voir ci-dessous, collection de l'auteur) qui relaient ce processus de mythification.



Médaille d'Andrieu
« Siège de la Bastille »
« Prise par les citoyens de la Ville de Paris »
14 juillet 1790

Reste à comprendre désormais comment s'est construite la postérité de cette date, comment celle-ci a pu accéder au rang de fête nationale et de fête des plus populaires aujourd'hui. Cela permet en outre avec les élèves d'interroger alors le rapport entre histoire et mémoire.

Le 14 juillet, fête nationale

Le premier problème de la date du 14 juillet 1789 est sa couleur populaire et violente. Il s'agit bel et bien d'une émeute et cela permet de comprendre aisément qu'il a donc toujours été difficile pour les divers pouvoirs en place d'accepter et de reconnaître la validité d'un tel événement.

On le voit d'ailleurs au cours des années qui suivent : les commémorations du 14 juillet célèbrent la « Fête de la Fédération » et abandonnent la place de l'ancienne forteresse au profit du Champ-de-Mars ou des Champs-Élysées. On veut oublier ainsi le souvenir même de l'assaut du 14 juillet, sa violence et son caractère insurrectionnel. On commémore plutôt la fête de la Fédération, manifestation légaliste bien plus conciliatrice, célébrée tous les ans à la date anniversaire de l'attaque.

En parallèle, la mémoire du lieu est évacuée : la place de la Bastille – remplacée par le Champ de Mars, se voit peu à peu exclue de la mémoire de son propre événement. Dans ce contexte, on comprend que dès la fin du chantier la question du destin de la place et des aménagements qu'elle pourrait accueillir se pose alors avec une grande acuité.

L'étude de quelques projets de monuments commémoratifs pour la place permet d'observer que la place de la Bastille devient la caisse de résonance des évolutions politiques successives.

Ainsi, en 1789, beaucoup de projets entendent construire sur ce qui serait une nouvelle place royale un bâtiment dédié aux députés afin de symboliser la nouvelle entente entre la toute jeune Assemblée nationale et le roi désormais présent à Paris. À partir de 1790, les représentations du roi laissent peu à peu place à celles de la Liberté et de la Constitution. On peut mentionner aussi le projet présenté le 18 mars par Nicolas-Marie Gatteaux, graveur de médailles, qui propose de faire figurer sur chacune des faces du piédestal « dont la forme désignerait l'autel de la Patrie », la Constitution avec, au sommet de la colonne, une statue de la Liberté munie d'une palme à la main gauche et d'une pique surmontée d'un bonnet de la Liberté à la main droite. Ce projet est donc remarquable par le glissement qu'il opère du roi vers la Constitution et la Liberté.

Après la Révolution s'affirme une tendance à chasser le souvenir de l'insurrection populaire : en 1799 la Bastille disparaît complètement du discours politique, le 14 juillet ne marquant plus la fête de la " liberté " mais celle de la " Concorde ". La fontaine de la Régénération est abandonnée et finalement rasée en 1802. Napoléon décide alors de prendre en main le devenir du chantier. En parallèle, d'importants travaux voient le jour dans le quartier : la création d'un canal de dérivation de l'Ourcq et l'ouverture d'un autre canal de navigation partant de la Seine au-dessous du « bastion » de l'Arsenal pour rejoindre le bassin de la Villette.

En 1808, c'est un projet d'éléphant qui s'impose. Ce dernier prend l'allure d'une fontaine constituée d'un bassin circulaire au centre duquel est édifié un éléphant de bronze, portant un howdah (sorte de palanquin) en forme de tour. Cette fontaine devait alors s'intégrer dans la politique plus générale de vastes travaux urbanistiques et hydrologiques entrepris par l'empereur.

Sous la Restauration, il est clair que le pouvoir souhaite faire oublier la journée populaire du 14 juillet. On suspend la construction de l'éléphant. Certes il est repris l'année suivante, cependant le projet fait polémique car de nombreuses voix dénoncent la laideur d'une masse qui risque de gâcher la place. Finalement les travaux ne seront jamais mis en œuvre, interrompus un mois plus tard par la Révolution des Trois Glorieuses. La place reste donc une sorte d'espace béant, dont on ne sait véritablement que faire... La maquette de l'éléphant, de bois et de ciment, quant à elle, est reléguée à un angle de la place, à proximité du bassin de l'Arsenal. Bien vite l'animal se détériore, son état devient si déplorable qu'en 1827 les habitants du quartier demandent sa destruction.

Enfin, les « Trois Glorieuses » de Juillet 1830 permettent à Louis-Philippe d'accéder au trône. La volonté du nouveau monarque de se rapprocher du peuple l'amène à remettre à l'honneur la place de la Bastille en décidant d'y célébrer la mémoire des martyrs de 1830. Le 10 décembre de la même année, Louis-Philippe signe donc la loi ordonnant qu'« un monument serait élevé sur la place de l'ancienne Bastille en l'honneur des citoyens morts dans les journées des 27, 28 et 29 juillet 1830 ». Symbole d'une politique de réconciliation avec 1789, les Vainqueurs de la Bastille sont également remis à l'honneur, il leur est octroyé une pension de 500 francs. La première pierre de la colonne commémorative est posée à l'occasion de l'anniversaire de la révolution de juillet, le 27 du même mois 1831. Ce nouveau monument prend place sur le bassin circulaire et le piédestal construits pour la fontaine de l'éléphant.

Il est finalement inauguré le 28 juillet 1840, à l'occasion d'une cérémonie grandiose au cours de laquelle les cendres des 504 martyrs de Juillet sont déposés dans des caveaux sous la colonne, et non pas au Panthéon, comme on l'avait imaginé un temps. Le monument a alors déjà l'aspect de la colonne actuelle. Sur son fût sont gravés les noms des victimes des combats des « Trois glorieuses » et au sommet des 50 mètres de la colonne, couronnant le tout, se tient le génie de la Liberté de Dumont.

Lors de la Révolution de 1848, la place retrouve sa fonction symbolique quand, le 27 juillet, le trône de Louis-Philippe est brûlé au pied de la colonne, avant que la nouvelle République y soit proclamée. Pour autant, l'enregistrement de la date du 14 juillet comme fête nationale confirme toute la difficulté à écrire l'histoire « officielle » de la Révolution. On voit bien là (avec les élèves) les liens complexes entre histoire et mémoire. En effet, la fête nationale actuelle, décrétée en 1880, commémore la Fédération de 1790, et non pas directement l'assaut de la forteresse, le 14 juillet s'éloignant inexorablement de la Bastille. Pourtant, l'ambiguïté persiste, par exemple dans une médaille frappée en 1880 on reprend l'iconographie de 1789 en remplaçant les fleurs de lys par un drapeau républicain (voir ci-dessous, collection de l'auteur).



En 1889, à l'occasion du centenaire de la Révolution et de l'Exposition universelle, ce n'est qu'une Bastille en miniature qui sera présentée sur le Champs-de-Mars, comme si le souvenir de la Bastille devenait indépendant de son cadre même.

Tout le paradoxe de la Bastille semble être résumé ici : on célèbre le 14 juillet, mais la place de la Bastille a perdu manifestement sa signification. Aujourd'hui encore, cette étonnante contradiction perdure : le 14 juillet est fêté par tous et partout mais, à Paris, le défilé militaire se fait sur les Champs-Élysées et le feu d'artifice est allumé depuis le Trocadéro.

Conclusion

Nous avons tenté de comprendre comment le 14 juillet a pu devenir dans la mémoire collective le « début » de la Révolution. Cela ne s'est pas écrit d'un coup, il n'y a pas un commencement objectif mais bien plutôt une écriture progressive et une relecture accompagnée d'une instrumentalisation qui se comprennent au gré des régimes en place et des nécessités politiques. Il s'agirait donc de montrer aux élèves que l'histoire n'est pas écrite une fois pour toute, il n'y a pas une réalité historique « neutre » et immanente, mais toujours un choix. Cela permet de donner des pistes pour préparer les élèves aux notions d'histoire et de mémoire (programmes de Première et Terminale) et bien sûr de nourrir nos séances d'EMC afin de développer chez les élèves un esprit critique vis-à-vis des discours sur la « vérité historique ».